

rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2783) de Mme Degrand tendant à la protection des enfants contre l'alcoolisme, n° 3052. — Le 26 octobre 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 2841) de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à simplifier la procédure d'attribution, de révision et de liquidation des pensions des invalides et victimes de guerre, n° 3071. — Le 20 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doubler l'allocation servie aux bénéficiaires du Fonds de solidarité vieillesse, institué par la loi du 30 juin 1956, n° 3275. — Le 20 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement français à obtenir du gouvernement allemand des dédommagements pour les travaux forcés qui ont été imposés par le régime nazi aux déportés politiques et résistants français, n° 3276. — Le 20 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir, pour les membres de la Résistance française habitant la Belgique, la réciprocité du régime libéral accordé en France aux résistants de nationalité belge, n° 3285. — Le 12 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, tendant à protéger les intérêts des médecins et chirurgiens-dentistes rappelés sous les drapeaux, n° 3524. — Le 21 décembre 1956, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953, en améliorant par un plan triennal la situation des ressortissants du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 3668. — Le 30 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2783) de Mme Degrand tendant à la protection des enfants contre l'alcoolisme, n° 3959. — Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à abroger l'article 59 de la loi du 11 septembre 1941 régissant la profession d'herboriste, n° 4055. — Le 12 janvier 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 95 du Code des pensions civiles et militaires de retraite en faveur des fonctionnaires civils ayant accompli leur ser-

vice dans les localités bombardées pendant les hostilités 1939-1945, n° 4083. — Le 27 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans la liste des spécialités médicales la pédiatrie, n° 4315. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à revaloriser les traitements attachés à la médaille militaire et aux différents grades dans la Légion d'honneur, n° 4362. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à donner au « point » qui sert de base au calcul des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre une valeur juste et honnête, n° 4467. — Le 12 février 1958, une proposition de loi tendant à autoriser le retrait ou la révision éventuels des titres de Résistance attribués à tort en application des textes portant statuts des Forces françaises libres, des Forces françaises combattantes, des Forces françaises de l'intérieur et de la Résistance intérieure française, n° 6585.

GUISSOU (M. Henri), *Député de la Haute-Volta (App. U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (2), [19 novembre 1956] (p. 4806) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [19 juillet 1957] (p. 3770) ; de la Commission des boissons [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 24 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Conombo et plusieurs de ses collègues (n° 8501) tendant à porter à deux ans le délai, imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, pour déposer leur demande de révision de pensions,

(1) Démissionnaire [1^{er} mars 1956] (p. 616).

(2) Démissionnaire [25 octobre 1956] (p. 4320).

n° 758. — Le 9 mars 1956, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le rapport fait, au cours de la deuxième législature, repris le 24 février 1956, sur la proposition de loi de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à porter à deux ans le délai, imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, pour déposer leur demande de revision de pensions, **n° 1095.**

GUITTON (M. Antoine), Député de la Vendée
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 236). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160); [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire : de la Commission de l'agriculture [18 octobre 1957] (p. 4536); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 19 avril 1956, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 1019) organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac, **n° 1569.** — Le 22 novembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 56-933 du 19 septembre 1956 relatif au régime fiscal du transport des marchandises, **n° 3309.** — Le 20 mars 1957, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2855) portant ratification du décret n° 56-893 du 6 septembre 1956 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce bovine destinés à la boucherie et aux viandes fraîches ou réfrigérées provenant de ces animaux, **n° 4588.** — Le 20 mars 1957, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, portant ratification des décrets n° 56-354 du 5 avril 1956, n° 56-376 du 12 avril 1956, n° 56-477 du 14 mai 1956 et n° 56-629 du 28 juin 1956 portant rétablissement total ou partiel de droits de douane d'importation et suspension provisoire des droits applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux dans la limite de contingents tari-

fares, **n° 4589.** — Le 19 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4816) de MM. Pierre Vitter et Maurice Georges tendant à modifier les conditions d'attribution de la prime de la mère au foyer aux femmes d'exploitants agricoles, **n° 5567.**

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Indemnisation des planteurs de tabac sinistrés par le froid* [15 mars 1956] (p. 963, 964); *Enseignement postsecondaire* (p. 982); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; Art. 11 : *Amendement de M. Gilbert Martin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Financement du fonds d'assainissement du marché de la viande)* [23 juillet 1956] (p. 3514); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs; Art. 26 : *Amendement de M. Laurens tendant à maintenir le droit d'emprise totale et le droit de rétrocession prévus aux articles 43 et 53 du décret-loi du 8 août 1935* [19 novembre 1956] (p. 4882); *Amendement de M. Laurens prévoyant l'avis conforme des Commissions de la justice et de la reconstruction de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (Dispositions transitoires relatives à l'expropriation)* (p. 4884); *Amendement de M. Laurens tendant à maintenir les garanties prévues par la loi du 6 août 1953* (p. 4884); *Ses explications de vote* (p. 4904); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, après l'article 102 : *Son article additionnel tendant à supprimer l'augmentation des cotisations complémentaires demandée aux agriculteurs* [3 décembre 1956] (p. 5455); après l'article 102 : *Son article additionnel tendant à interdire l'augmentation des cotisations complémentaires* [8 décembre 1956] (p. 5736); en deuxième lecture, Art. 102 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Blocage des cotisations complémentaires agricoles au niveau de 1956)* [26 décembre 1956] (p. 6268); en troisième lecture, Art. 102 bis : *Blocage des cotisations complémentaires agricoles au taux de 1956* [27 décembre 1956] (p. 6325); en quatrième lecture, Art. 102 :